

Géographie de la lutte

Par Paul Cormier

Les mouvements « Occupy » ont remis en avant l'importance, souvent négligée, de la dimension spatiale des mouvements sociaux. Un ouvrage collectif récent permet de relancer le questionnement sur la diversité de ces usages de l'espace dans les contestations politiques.

*Recensé : Hélène Combes, David Garibay, Camille Goirand, **Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa**, Paris, Karthala, 2015, 410 p., 25 euros.*

La dimension spatiale de la vie sociale, et en particulier des mobilisations, reste insuffisamment analysée en sciences sociales. C'est à cette lacune qu'entend répondre cet ouvrage, qui réunit des chercheurs de différentes disciplines – sciences politiques, anthropologie, sociologie, géographie – pour montrer l'intérêt d'une analyse spatialisée des mouvements sociaux. Les terrains mobilisés à travers les différentes contributions donnent ainsi à voir le rôle de l'espace dans la structuration des mobilisations à différentes échelles – locale, nationale, transnationale – et dans différents contextes politiques.

Partant du paradoxe de « la forte visibilité des mobilisations par l'espace physique qu'elles occupent et, de l'autre, [du] faible intérêt des effets de ces espaces sur les mobilisations dans les ouvrages académiques » (p. 10), les auteurs critiquent les analyses tendant à ne faire de l'espace qu'un « simple décor » (p. 11) ou un « support neutre » (p. 23) de l'activité sociale. À l'opposé de cette approche, ils envisagent l'espace de manière à la fois dynamique et multidimensionnelle en s'attachant à décrire les appropriations et les représentations plurielles des lieux. L'espace est envisagé comme un enjeu de luttes objectives et subjectives, représentant une contrainte en même temps qu'une ressource pour les acteurs mobilisés.

Symbolique de l'espace et espace symbolique

L'espace sert d'abord de ressources symboliques. Anahi Alviso-Marino a observé la mobilisation sur la Place du Changement à Sanaa (Yémen) en 2011 et son inscription dans l'espace en mobilisant notamment des sources photographiques. Elle souligne la manière dont les militants pro- et anti-gouvernementaux utilisent et mobilisent des espaces symboliques en raison de leur histoire, de leur connotation politique ou de leur fonction prestigieuse (places, campus, etc.) pour affirmer leurs appartenances, leurs allégeances et leurs revendications. Les photographies et leur circulation sur les réseaux sociaux contribuent ainsi à ériger l'obélisque de la Place du changement en symbole de la mobilisation contre le régime. Marie-Laure Geoffray montre de même comment, en 2003 à La Havane, le déplacement du lieu de mobilisation de la périphérie au centre de la ville et la transnationalisation du soutien au mouvement d'épouses et de mères de prisonniers politiques, appelées les Dames en blanc en raison de leur tenue vestimentaire, ont contraint les autorités cubaines à céder et à libérer ces derniers. L'extension spatiale contribue ici à rendre visible localement et internationalement un mouvement initialement réprimé en contexte autoritaire. Dans son étude sur la grève de l'entreprise du Joint français à Saint Briec en 1972, Tudi Kernalegenn souligne lui aussi comment un conflit social local s'est progressivement étendu à l'échelle régionale, puis nationale. L'auteur décrit la manière dont l'extension géographique du mouvement conduit à une montée en généralité des

revendications par les acteurs alliés des ouvriers – syndicats, partis politiques – et du passage d'un cadrage syndical à un cadrage régionaliste du conflit par les mobilisés.

Un enjeu de luttes

Au delà de sa dimension symbolique, l'espace est un enjeu de luttes entre acteurs mobilisés, mais aussi entre ceux-ci et les autorités. Héloïse Nez présente les résultats de ses observations dans les assemblées des *Indignados* espagnols. Elle montre que l'organisation spatiale des conditions du débat contribue nettement à le façonner. Le choix et la disposition du lieu de débat génèrent un ensemble d'opportunités (visibilité, forte affluence) et de contraintes (bruits, partage de l'espace, météo). Ces dernières sont à l'origine du repli progressif des acteurs vers des lieux privés et fermés, qui à leur tour modifient la sociologie des participants et les conditions de la prise de parole. Poussant le raisonnement plus loin en étudiant le fonctionnement des cellules du Parti socialiste français, Martin Baloge analyse comment l'espace peut être à la fois un enjeu et une technique de contrôle et de discipline de la critique partisane. Les cadres du parti « parviennent à contenir la critique militante lors des réunions publiques en mobilisant un ensemble de techniques adapté en fonction des configurations spatiales qu'ils doivent gérer » (p. 239). L'espace est ainsi tour à tour ou simultanément le moyen par lequel se rappellent les hiérarchies partisans et/ou un outil pour maintenir les militants récalcitrants dans le giron de la direction. Franck Gaudichaud démontre quant à lui comment le militantisme de gauche sous la présidence de Salvador Allende (1970-1973) au Chili a participé à l'émergence et à la cristallisation d'une identité militante forte en milieu urbain. Cette identité est notamment le fruit de la répartition de l'habitat ouvrier et des industries qui forment ce que l'on a appelé les « ceintures rouges » dans les villes chiliennes. L'auteur établit une cartographie « des espaces non plus seulement de luttes mais en lutte, où l'action collective se fait par et pour le territoire, autour et dans le lieu de travail » (p. 138), en pointant l'importance des circulations urbaines dans les processus de mobilisation mais aussi le rôle que

l'espace joue dans l'organisation de l'action politique et dans le maintien de l'engagement individuel et collectif.

De l'espace local à l'espace global

L'ouvrage consacre enfin un pan de la réflexion aux mobilités des militants et des causes dans l'espace. Loin de se résumer à des lieux circonscrits, les mobilisations et leurs acteurs traversent les espaces physiques et sociaux¹. Le texte de Sylvie Ollitraut sur les bénévoles de Greenpeace et les cultivateurs dans l'agriculture biologique décrit la manière dont ces individus « s'engagent résolument dans des formes localisées de contestation écologiste tout en étant conscients qu'ils représentent une cause fortement internationalisée » (p. 293). L'article ainsi s'attache à montrer les allers-retours, tant physiques que discursifs, entre local et global opérés par les militants écologistes. Julie Métais, pour sa part, questionne les engagements successifs ou concomitants des instituteurs de Oaxaca au Mexique au cours de leurs trajectoires socio-spatiales. L'enjeu consiste pour eux à faire le lien entre différents espaces qui sont l'occasion d'échanges de compétences militantes et de ressources organisationnelles entre acteurs mobilisés. Ces circulations sont également mises en œuvre par les chômeurs mobilisés dans la ville argentine de Rosario qu'étudie Charlotte Pujol. Les « subversions spatiales » (p. 345) qu'ils mettent en œuvre les conduisent à renouveler leur rapport à l'espace et à se réappropriier leur condition d'urbains illégitimes et stigmatisés. L'occupation de l'espace déborde alors le cadre purement géographique et trouve des échos politiques et sociaux. Enfin, Doris Buu-Sao analyse la pluralité des identités au sein du militantisme indien liée aux allers-retours entre les centres urbains et les zones rurales du Pérou. L'ethnicisation de la mobilisation indigène conduit dans un premier temps à conclure au rejet des projets pétroliers et miniers dans les provinces. Pourtant, une analyse fine des parcours des leaders estudiantins montre qu'en réalité les alliances

¹ La métaphore géographique inscrite dans la notion d'espace social établit un parallélisme potentiellement problématique pour la clarté du propos entre espace social et espace géographique, notamment dans les études consacrées au rôle de l'espace physique dans les activités sociales.

et les identités varient suivant les espaces investis. Des accommodements sont décelables entre indigènes et compagnies exploitantes pour des raisons de subsistance, laissant ainsi entrevoir une tension entre les différents espaces physiques investis (ville-campus/zone d'origine) et les sphères de vies individuelles (militantisme/sphère privée).

Interroger les méthodes

En dépit de ses apports multiples, l'ouvrage n'est pas exempt de quelques lacunes. Tout d'abord, la bibliographie ne reprend pas l'ensemble des références citées dans le corps des différentes contributions ce qui rend la lecture plus difficile. Ensuite, bien que la question soit constamment en arrière fond de la réflexion, les contributions, hormis celles de Marie-Laure Geoffroy et d'Anahi Alviso-Marino, ne rendent pas suffisamment compte de l'autre face des « lieux de la colère » : la spatialisation de la répression exercée par les autorités. Comment s'articulent les différentes tactiques d'utilisation de l'espace par les acteurs mobilisés et les forces de l'ordre ? Cette question apparaît centrale pour rendre compte de l'évolution de certains mouvements (repli, maintien, expansion) et ainsi saisir, sous un angle original, les interactions complexes entre les acteurs mobilisés et les autorités autour de l'usage de l'espace. Enfin, la comparaison de tous ces terrains à différentes échelles aurait pu permettre d'engager une discussion autour des diverses méthodes utilisées pour rendre compte des relations entre mobilisations et espace. Les multiples outils – cartographie, ethnographie, photographie – déployés par les contributeurs laissent deviner le profit qu'il y aurait à réfléchir collectivement et de manière transdisciplinaire à cette question. Il reste que cet ouvrage apporte une contribution importante pour aborder la dimension spatiale des mouvements sociaux.

Publié dans lavedesidees.fr, le 28 décembre 2016.